

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 15 décembre 2018

PROCÈS-VERBAL

Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 4 décembre 2018
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 26
Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 4
Nombre de Conseillers municipaux absents : 3

L'an deux mille dix-huit, le 15 décembre 2018 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire

Conseillers municipaux présents : M. Jean-Yves **CHAPELET**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Monique **GRAZIANO**, M. Vincent **POUTIER**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Rémy **SALGUES**, M. Jean Christian **REY**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Karine **GARDY**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **OUATIZERGA**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, Mme Carole **BRESCHET**, M. Anthony **CELLIER**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : M. Denis **RIEU** *procuration à J-Y CHAPELET*, Mme Aldjia **SAAIDIA** *procuration à R. SALGUES*, M. Philippe **BERTHOMIEU** *procuration à M. COUSTON*, Mme Murielle **ISNARD** *procuration à G. PAGES*

Conseillers municipaux absents : M. Stéphane **PEREZ**, M. Michel **AYMERIC**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Emmanuelle **CREPIEUX**

Jean-Yves CHAPELET : Si vous le permettez, avant de commencer ce Conseil Municipal je voudrais que nous observions une petite minute de silence en mémoire des événements qui se sont passés à Strasbourg cette semaine, et avoir une pensée pour les blessés, pour les familles des décédés mais aussi pour les policiers et les forces de sécurité qui sont intervenus, et je le dis, avec ténacité, avec brio et une volonté marquée du gouvernement très forte pour qu'une solution soit trouvée très rapidement. Je voudrais rappeler que les forces de police qu'elles soient d'élite ou du quotidien font leur travail et le font dans des conditions quelquefois un peu pénibles surtout en ces moments. Je pense que vous tous, comprendrez ce que je vais dire, la sécurité aujourd'hui, est un devoir sacré des maires, c'est quelque chose qui depuis les attentats de Charlie est devenue une priorité et voire même la priorité du devoir des maires dans nos environnements proches. Je suis très déçu, en tous les cas, je me fais une autre opinion du rôle de maire, que celui que j'ai pu lire ce matin dans les colonnes du quotidien du coin.

Donc si vous le permettez, nous allons observer 1 minute de silence pour les événements de Strasbourg.

1 mn de silence

Merci.

Question n° : **01**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation du procès-verbal de la séance du 7 avril 2018.**

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des observations ? Non. Je le mets au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Question n° : **02**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Décision budgétaire modificative n° 03/2018.**

1/Note synthétique de présentation :

Au vu de la réalisation des dépenses et recettes de l'année 2018, il est nécessaire de modifier certains crédits budgétaires, tels que décrits dans le document joint en annexe. Ces ajustements concernent uniquement des modifications de natures comptables notamment pour la section investissement.

Il s'agit notamment de :

- virements de crédits entre les comptes 23 (travaux en cours) et 21 (travaux terminés), nécessaires au vu de l'avancement des travaux en cours de l'année 2018,
- régularisations concernant des avances sur travaux imputées au 238, consolidées au 21 à la demande du trésorier.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Y-a-t-il des questions sur cette décision modificative ? Non. Je la mets au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP Navarro).

La question n° 2 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **03**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Budget primitif et taux d'imposition 2019.**

1/Note synthétique de présentation :

Voir documents de synthèse joints en annexe.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Michel CEGIELSKI : Ainsi que nous l'avons fait pour le débat d'orientations budgétaires, nous allons vous projeter quelques slides, pour faire plaisir à tout le monde quelques diapositives, qui résument le tout.

Donc la 1^{ère} planche, c'est très global. Elle se présente en deux parties, la partie fonctionnement et la partie investissement, dans chacune de ces parties vous avez les dépenses et les recettes.

Section de fonctionnement : les dépenses :

Ce que l'on remarque c'est que l'on est à budget constant à 0% ceci malgré des charges de personnel en augmentation pour l'année prochaine de 1.80%. C'est ce qui est le plus remarquable sur cette planche. Alors pourquoi 1.80% ? Nous en avons parlé il y a deux semaines, c'est essentiellement le GVT et puis l'impact de l'ANRU et de l'opération « Cœur de Ville » au niveau du recrutement de quelques personnes.

Je rappelle que ce budget est fait en ne connaissant pas, bien sûr, le résultat du Compte Administratif. Comme je l'ai dit, tous les chapitres de dépenses de fonctionnement sont à la baisse hormis les charges de personnel.

Baisse du compte alimentation qui concerne la Cuisine Centrale. Cette baisse est due à moins de repas concernant l'EHPAD. Baisse des frais financiers de la dette. Baisse des frais liés à l'éclairage public et à la signalisation tricolore de 470.000 € à 350.000€.

Baisse de notre participation au SDIS sur les trois années à venir. Pour l'année à venir, elle est presque de 56.000 €, elle sera, de tête, d'un peu plus de 20.000 € pour l'année prochaine et pour l'année suivante elle sera de 120.000 € à peu près.

En ce qui concerne les dépenses avec impacts sur les charges du personnel, deux raisons à cela, deux recrutements pour la Politique de la ville et l'opération « Cœur de Ville » et puis le GVT, le P.P.C.R Parcours Professionnel Carrière et Rémunération qui est relancé en 2020.

Pour finir, dans cette partie, vous avez également le développement des animations de la ville qui portent essentiellement, car nous n'avons pas tout mis, sur l'animation du festival Reggae et puis les Cèz'estivals.

Toujours dans la section fonctionnement et par rapport aux dépenses, tout ce qui est autres charges de gestion courante et les subventions aux associations on voit une

augmentation de notre part concernant la subvention de la Caisse des écoles qui passe de 38.000 € à 40.000 € et puis il n'y a rien qui diffère par rapport à l'année dernière.

Concernant le SICTIAM c'est identique. Il y a une baisse au niveau de la participation de l'école Sainte-Marie mais on en avait déjà parlé lors des précédents conseils municipaux.

Section de fonctionnement : les recettes :

Nous avons une baisse de la 1^{ère} ligne « Produits, services du domaine et ventes diverses » de -5,5%. « Atténuation de charges » une baisse de presque 25%, « impôts et taxes » 1.36%, « Dotations subventions participations » presque -1% et « Autres produits de gestion courante » à 1,50%, « Produits exceptionnels » presque 12%.

Globalement les recettes sont équivalentes, ce qui s'explique par une baisse. Il y a moins de recettes dans les « produits et services » c'est ce qui concerne la Cuisine Centrale avec la baisse des repas à l'EPAHD de l'ordre de 200.000 €. « L'atténuation des charges » c'est une baisse principalement liée au moindre remboursement de traitements, vous l'avez compris des emplois aidés qui sont revus et puis « impôts et taxes » +1.35% c'est simplement la revalorisation annuelle, c'est mécanique, c'est la revalorisation des bases fiscales.

Ensuite une augmentation des droits de mutation qui montre que Bagnols ne régresse pas, Bagnols augmente un peu mieux que les années précédentes, on le voit à travers ce chiffre au niveau des droits de mutation qui progressent.

Toujours concernant la section de fonctionnement et les recettes, les dotations sont globalement les mêmes, il y a une baisse de pas tout à fait 1% principalement liée à la suppression, là aussi on en a parlé dans le DOB, des rythmes scolaires pour 125.000 €, par contre globalement, là aussi on l'avait dit, toutes les dotations sont maintenues à l'identique par rapport aux autres années, à cela s'ajoute des nouvelles participations notamment en ce qui concerne la subvention « Cœur de Ville » pour 25.000 € et puis d'autres postes de subventions comme la subvention emploi adulte relais et le PNRU ce qui est tout à fait logique par rapport au développement de la ville.

La fiscalité, vous l'avez vu, les taux 2019 sont identiques à ceux de 2018.

Toujours dans la section de fonctionnement concernant les recettes, c'est identique à l'année dernière, il n'y a aucune variation hormis les droits d'une mutation, ce qui veut dire que nos transactions immobilières sont en augmentation.

Section investissement : les dépenses :

« Emprunts et dettes assimilés » on voit clairement qu'il y a une baisse. « Dépenses des équipements » dont 100 000 € de dépenses imprévues, on en avait parlé aussi il y a deux semaines et puis un « reversement trop perçu de la TLE » pour 31.000 €.

Et puis, on en a parlé aussi, on inscrit en dépenses imprévues mais cette fois ci par rapport à l'an dernier c'était en fonctionnement, là en investissement, on inscrit 100.000 € dans la case des dépenses imprévues.

Section investissement : les recettes :

Une augmentation du FCTVA. « Subvention d'investissement » qui est à peu près la même, ce qui est intéressant c'est ce qui concerne les « Emprunts, dettes assimilés » et les virements de la section de fonctionnement comme c'est écrit plus bas. Ne connaissant pas le Compte Administratif cette reprise de résultat viendra impacter les montants de l'emprunt et du virement de la section de fonctionnement et il y aura sûrement quelques DM pour rééquilibrer par rapport au résultat du Compte Administratif.

On arrive à la fin, concernant la section d'investissement et les travaux pour 6.145.000 € dans plusieurs domaines, notamment tout ce qui est matériel, mobilier, véhicules électriques. Chaque fois que l'on peut remplacer un véhicule diesel ou autre par de l'électrique on le fait donc pour 515.000 €. Les travaux importants de voirie et de réseaux pour presque 3 000 000 € dont la place Jean-Jaurès, la rue des Remparts, la rue du Roc, le chemin de Capite, l'avenue de Lamargue et l'éclairage public qui est revu également.

Concernant la partie « Culture et Patrimoine » donc 568.000 € pour enfin finir la dernière tranche des travaux de l'église Saint-Jean-Baptiste et puis le démarrage de la Pyramide pour 100.000 € qui sont essentiellement des études.

« Urbanisme et aménagement » 250.000 € dont 100.000 € pour des travaux de PNRU et 100.000 € pour le « Cœur de Ville ».

Concernant les bâtiments communaux presque 700.000 € dont 500.000 € en travaux d'accessibilité et le reste de mises aux normes à l'Ilot Saint-Gilles.

Et puis une grosse partie aussi de nos investissements concerne l'éducation, le sport et la jeunesse, un peu plus de 1 000 000 € dont à peu près 800.000 € pour la pelouse synthétique du stade Léo-Lagrange, et 200.000 € de divers travaux dans les écoles, notamment une partie importante concernant la PPMS.

Voilà globalement la présentation du budget pour 2019. Vous avez d'autres documents qui vous sont remis, qui ont à peu près la même présentation que les années précédentes. Avez-vous des questions ?

Serge ROUQUAIROL : Merci. Premièrement, je pense qu'il est plus sage de commencer la discussion sur le budget général, ensuite les budgets annexes. De toutes façons nous demandons systématiquement à ce qu'ils soient présentés au vote de façon différenciée parce qu'il n'en va pas de même de la réflexion sur les budgets annexes et sur le budget général.

Deuxièmement, mes félicitations et mes remerciements aux services et à M. l'adjoint parce que la présentation faite en Commission des finances et la clarté des documents nous aident effectivement dans la réflexion.

Troisièmement, le constat qui a été fait tout à l'heure et que nous partageons évidemment est que le Compte Administratif n'étant pas connu, les dotations n'étant pas encore notifiées, nous sommes dans un budget que vous nous présentez mais qui devrait nous réserver un certain nombre de surprises avec, probablement, des effets d'aubaines étant donné l'importance assez constante de la DSU depuis deux budgets au moins, voire trois. Mais cela n'empêche pas que le débat puisse se lancer, il sera et va aller, en mon sens, dans le sens du débat d'orientations budgétaires que nous avons eu récemment.

Alors je n'ai pas classé mes interventions. 1^{er} constat quand même, on n'augmente rien au niveau des recettes, les bases augmentent, c'est mécanique. Ce qui est tout aussi mécanique c'est que dans un temps récent, vous avez augmenté les taux d'impositions et que tout aussi mécaniquement vous continuez à bénéficier de cette augmentation qui, pour avoir été « one-shot » il y a deux budgets de cela n'en reste pas moins avec ses conséquences sur les ménages de toutes façons donc la mécanique se met à toutes les sauces et il faut quand même ne pas oublier de le rappeler.

Deuxièmement, sur le fonctionnement je dirai que le commentaire de M. l'adjoint en Commission des finances a été : « il y a un seul point d'augmentation et on en connaît les raisons, c'est l'augmentation sur les frais de personnel et ils sont liés au GVT et ils sont liés aux recrutements, on va dire, du Projet de ville », ce qui est tout à fait légitime et ce qui se justifie parce que, si l'on en est qu'à 1.80% d'augmentation cela veut dire que, par ailleurs, il y a une maîtrise qui a été exposée à l'occasion des questions du personnel dans les différentes commissions donc je n'y reviens pas et je trouve que c'est un élément de satisfaction. Mais cela permet de discuter sur l'essentiel d'un budget dans une commune. L'essentiel d'un budget dans une commune, quand on assure le fonctionnement et que l'on commence à le maîtriser aussi bien au niveau des achats qu'au niveau du personnel et en travaillant sur la dette également, ce qui contribue à bien encadrer les frais, après c'est de l'investissement. Et là sur l'investissement, je ne dirai pas que je vais me lâcher parce que ce n'est pas mon genre, mais je dirai, qu'il ne faut se priver de rien, il ne faut pas se priver surtout de réfléchir de façon spontanée avec, simplement, comme guide le bon sens. Et je constate, par exemple, que sur la Pyramide on s'avance vers des frais d'études, alors maintenant une étude c'est 100.000 € ça fait des ronds 100.000 € et on ne les met pas au hasard. Alors sur la pyramide est ce que c'est une étude de faisabilité ? Est-ce que c'est une étude directement pour travaux ? Et si on en est à payer 100.000 € d'études sur la Pyramide, pourquoi ne pas se mettre en réflexion, en synergie avec ce qui est aux portes de la Pyramide, pas bien loin, le travail sur le musée quand même. J'ai assisté à la dernière réunion du Copil il y a quelques mois de cela, c'était très intéressant, je pense qu'il y a quelque chose de très solide qui se prépare sur le travail du musée et je pense qu'essayer de faire en sorte que ce soit en synergie avec les travaux sur la Pyramide n'est pas complètement dépourvu de bon sens.

Même réflexion du côté de la piscine. Dans les documents écrits que nous avons il y a 50.000 € d'études pour une couverture de la piscine, une étude de faisabilité nous supposons là aussi et là aussi des événements récents qui ne touchent pas notre commune mais qui sont dans l'Agglo sur la piscine de Laudun, nous montrent qu'effectivement c'est quelque chose qu'il faut prendre très au sérieux parce qu'il s'agit de l'avenir de notre jeunesse et de l'avenir de notre population. Nous ne pouvons pas nous passer dans le périmètre immédiat autour de Bagnols de quelque chose de costaud en matière de piscine et d'activités nautiques par toutes saisons donc, cette réflexion est à mener et peut-être devons-nous chercher là aussi, enfin en tous cas ce sont des pistes de réflexion que l'on veut suivre, ce qui ne veut pas dire que vous ne les ayez pas suivies, que vous êtes probablement en train de les suivre mais en tous cas nous vous alertons sur la nécessité, pour nous, de suivre ce type d'orientation. Je suis intervenu dans une réunion publique de présentation du SCOT, nous avons voté, il y a deux budgets je crois, des délibérations sur le forage

profond, et nous pensons puisque nous sommes proches du Rhône, nous avons de nombreuses communes proches du Rhône, qu'il nous faudrait aller, dans le souci de la préservation des intérêts des générations à venir, vers une recherche de la ressource en eau à partir du Rhône parce qu'elle nous paraît une garantie complémentaire au forage profond, aux autres ressources. Cela suppose aussi des ronds, cela suppose aussi, peut-être des effets d'originalité parce qu'après tout il faut bousculer un certain nombre de réflexions toutes faites, qui s'appliquent un petit peu mécaniquement depuis quelques générations de décisions, je ne veux pas dire technocratiques parce qu'il y aurait là-dedans une critique que je ne veux pas porter, mais on sait ce que c'est que les habitudes des administrations quelles qu'elles soient et peut-être que la naïveté d'élus qui diraient : "nous sommes quand même bien proche du Rhône" ce n'est peut-être pas plus compliqué de faire venir l'eau du Rhône que d'aller la chercher à 650 m sous terre, qu'est-ce que vous en pensez ? Quel est le degré de faisabilité ? Qu'est-ce que ça imposerait comme contraintes financières, territoriales et techniques ? Et qu'est-ce que ça pourrait nous apporter dans l'avenir ?

Alors voilà, ce sont des pistes de recherche qui sont, pas forcément non inscrites dans les investissements que vous vous préparez à effectuer mais que nous vous suggérons parce que nous pensons que c'est une prise en compte de l'avenir. Des mouvements sociaux nous le montrent tous les jours, les hommes sont profondément inquiets quant à leur avenir, quant à la possibilité de maintenir un niveau de vie ne serait-ce que honorable ou honnête ou simple. Je crois que toutes les recherches qui iraient dans ce sens-là, tous les efforts qui iraient dans ce sens-là, ce serait vraiment de la construction pour l'avenir et ce serait vraiment de la construction de bon sens.

Je pense que j'ai à peu près dit tout ce que j'avais à dire. Cet investissement nous paraît important, il semble que vous dégagiez sur ce budget la possibilité d'investir un peu plus. Il faut espérer que les dotations réelles et le produit de votre Compte Administratif vous permettront peut-être d'aller un peu plus loin dans le sens de l'investissement, en tout état de cause ce sont, quant à nous, les suggestions qu'il nous appartient nécessaires d'effectuer. J'ai probablement oublié des choses dans mon intervention mais mes collègues compléteront je le pense, je vous remercie de votre attention.

Christian ROUX : Bonjour. Pour compléter un petit peu l'analyse de Serge Rouquairol, je me permets d'insister par rapport à l'étude de la piscine. Je crois qu'effectivement c'est important de porter une réflexion sur ce sujet-là. Aujourd'hui la piscine c'est quelque chose de structurant au niveau du territoire donc je pense que l'on a une Agglomération qui est là pour aussi porter ces projets qui sont structurants et je pense que ça participe aussi à l'attractivité du territoire. Je pense qu'il faut mener une réflexion sérieuse avec l'ensemble des communes de ce territoire, je crois que l'on ne peut pas y couper, c'est une chose à prendre au sérieux.

Serge Rouquairol ayant quasiment tout dit, je vais poser des questions plutôt techniques. Concernant les charges de personnel, on peut constater, Serge Rouquairol l'a dit, une légère augmentation essentiellement due au GVT. J'espère qu'en 2020, il en sera de même et que l'on n'aura pas d'augmentation pour l'année 2020. J'ai une autre question sur les dépenses imprévues de 50.000 €, j'aurais aimé

que vous puissiez nous les détailler ? Sur la prime qui a été donnée au personnel, je sais qu'elle a créé un malaise au sein du personnel municipal, je sais d'après certains employés de mairie, que vous avez été obligé d'intervenir au regard de la distribution de cette prime. J'aurais voulu avoir quelques précisions et savoir où on en est par rapport aux conséquences que cela peut avoir sur l'ambiance au sein du personnel municipal.

J'ai une dernière question qui concerne le sport et plutôt l'investissement sur la pelouse synthétique. Je trouve que la somme est importante mais bon je ne connais pas le fond du dossier donc si l'adjoint au sport peut nous donner des éléments un petit peu techniques. La question a peut-être été posée mais bon je n'étais peut-être pas là et donc je n'ai pas les réponses. Pourquoi une pelouse synthétique et pas une pelouse naturelle ? Quels sont les retours que vous avez pu avoir par rapport aux futurs utilisateurs ?

Claude ROUX : M. le Maire avec les événements actuels ne craigniez-vous pas un impact sur les salaires à venir avec les primes, les heures supplémentaires ? Je rejoins Serge sur l'étude de la Pyramide, 100.000 € c'est un peu cher ! Est-ce qu'il ne vaudrait mieux pas tout casser et puis tout refaire à neuf en ayant une réflexion beaucoup plus élargie sur le site. Enfin, je me suis permis de me renseigner sur des potentiels remboursements sur la fiscalité du carburant et les collectivités locales sont éligibles sur certains types de véhicules et donc j'invite vos services à se rapprocher des douanes car il semblerait que vous puissiez peut-être récupérer un billet ou deux. Voilà c'est tout. Sinon sur le budget, que dire de plus, les dépenses sont maîtrisées, les investissements s'améliorent, pour moi il n'y a rien de particulier.

Claudine PRAT : Effectivement dans l'investissement, si on classe un petit peu par catégorie, on s'aperçoit quand même que plus de la moitié du budget sont des dépenses rendues nécessaires pour l'entretien de la ville, la voirie, l'entretien des bâtiments communaux, ce qui laisse malheureusement peu de place pour le futur et l'avenir.

Dans les projets en cours, vous avez l'aménagement de la place Jean-Jaurès qui représente un gros budget. A l'époque, il avait été convenu d'une information par courrier, réunions d'information, je voulais savoir si ça a été fait, quand et qu'est-ce qu'il en est sorti ?

Le centre culturel, chacun est bien sensibilisé, vous aviez annoncé à l'époque un budget estimatif de 4 500 000 € pour la remise en état, c'est vrai que c'est un gros budget, est ce que ça ne vaut pas le coup de le joindre avec autre chose ?

Je voulais savoir si dans l'investissement le crématorium est complètement écarté cette fois ou si c'est un sujet qui va revenir à l'ordre du jour ?

Et puis après, un petit détail qui n'est pas très important mais on va mettre 20.000 € pour installer des caches poubelles qui sont très bien alors que dans deux ans, si j'ai bien compris on aura un service à l'incitation personnelle et que normalement on n'aura plus besoin de ces ouvrages.

Jean-Pierre NAVARRO : Je salue cordialement toute l'assemblée. J'ai suivi avec une grande attention la brillante envolée de M. Rouquairol et j'y souscris totalement, je n'ai même pas une miette à rajouter contrairement à M. Roux. Mais en ce qui me concerne, j'aurais d'autres choses à dire. J'ai pu constater cette année encore que la

tradition bien établie à mon encontre et ayant pour but de m'interdire l'accès légal au dossier intitulé "budget primitif" a porté ses fruits amers. Cette injustice inexplicable a pour effet de compliquer notablement la tâche qui me revient et dont je m'acquitte toujours consciencieusement et bénévolement au service des Bagnolais. Pour ce faire, je m'oblige à rechercher sur internet les données que vous me refusez. Cette année, M. le Maire, j'avais pourtant cru comprendre que suite à ma demande verbale vous m'accordiez votre gracieuse autorisation, il en a été de même de la part de M. Cegielski, adjoint aux finances, que je ne reconnais pas aujourd'hui. Je ne sais pas s'il est là ? Est ce qu'il est devenu vilain ? Dois-je en conclure que la raison de cet ostracisme n'est pas politique mais administrative ? J'ai ma petite idée là-dessus. Quoi qu'il en soit, il serait bon de trouver enfin la racine de ce mal. De même que la raison pour laquelle les courriers que je remets à la réception ne parviennent jamais à leurs destinataires. Je me vois, en conséquence, dans l'obligation de voter contre votre budget primitif.

Jean-Yves CHAPELET : Je vais vous répondre tout de suite. Dire que j'ai de l'ostracisme à votre encontre, je peux en faire et croyez-moi que quand j'en fais c'est autre chose. Je vous ai laissé parler M. Navarro Donc, de l'ostracisme je peux en faire à votre encontre et ceux qui me connaissent savent que je respecte et je vous respecte énormément. Par contre, quand vous dites que vous n'êtes pas informé, il faut juste venir aux commissions. Vous m'avez demandé de venir aux commissions, je vous l'ai accordé. Après vous faites des choix, si vous voulez aller défiler, allez défiler mais vous n'êtes pas à la commission. La politique c'est faire des choix, vous avez préféré aller défiler, soit, mais après ne venez pas me dire que vous n'êtes pas informé, ce n'est pas de l'ostracisme, c'est juste que je fonctionne ainsi.

Jean-Pierre NAVARRO : Il ne s'agit pas de vous.

Jean-Yves CHAPELET : En tous les cas, je l'ai pris pour moi.

Jean-Pierre NAVARRO : J'ai dit que ce n'était pas politique.

Jean-Yves CHAPELET : Je ne vais pas polémiquer, passons à autre chose. Je voulais remercier M. Cegielski sur la nouvelle forme de présentation, je pense qu'elle est moins rébarbative et qu'elle permet d'avoir une vue de synthèse du budget. Je voulais aussi remercier surtout les services, il est de bon ton tous les ans de remercier les services lorsqu'on fait le budget parce qu'ils sont en surcharge de travail mais cette année ils sont vraiment en surcharge parce que l'on a tenu à ce que le budget se fasse de bonne heure. De plus, ils sont en plein changement de logiciel qui nécessite des formations ce qui explique aussi peut-être pourquoi le "gros livre" n'est pas arrivé. Mais ce n'est pas lui l'essentiel, on s'en passe largement mais vous l'aurez, il faut juste que les services, ils ont encore deux jours d'un peu pénible et tout vous sera envoyé en temps et en heure.

Serge ROUQUAIROL : C'est surtout le CA qui est important.

Jean-Yves CHAPELET : Je voulais en tous les cas les remercier, pas les excuser parce qu'ils travaillent en ce moment d'arrache-pied. Je vais essayer de répondre avant de finir.

Sur le constat mécanique des augmentations des recettes dans le budget, oui, les taux d'imposition ont été augmentés il y a maintenant trois budgets mais je rappelle que l'on reste toujours dans les communes de la même strate, dans la partie inférieure des taux d'imposition et il faut y rester parce que l'on n'a pas une population riche. Tout le monde vit sur ce territoire donc il ne sert à rien d'avoir des taux d'imposition élevés comme dans certaines communes qui nous entourent et l'on paupérise encore plus la population. Par contre, ce qu'il est important de regarder, M. Rouquairol, pour savoir si nous sommes des bons gestionnaires, ce sont les charges à caractère général et si vous regardez les charges à caractère général que sont les marchés, le carburant, l'éclairage public, tout ce que l'on utilise au quotidien, tout ceci aujourd'hui est en baisse systématique depuis trois années, grâce à notre politique de recherches d'économies. Mais ce n'est pas tout. Il faut se rappeler aussi que l'on a passé deux années budgétaires sans avoir recours à l'emprunt et une année où l'on n'a fait que 50% de l'emprunt qui nous était autorisé pour justement se sortir un peu des voyants au rouge. Donc oui, il y a eu une augmentation des taux et je comprends que vous le présentiez de cette manière, mais si nous n'avions fait que cela, aujourd'hui on n'en serait pas là où on en est. Si on retrouve de la capacité d'investissement, si on retrouve un fonctionnement maîtrisé, c'est aussi parce que l'on a fait tout un travail à côté et c'est aussi le résultat de quelques années de travail et le résumer à l'augmentation des taux nous restreint un petit peu.

Sur l'augmentation des charges de personnel, ce n'est pas une augmentation. Notre GVT est à 1.86% au lieu de 2.02% l'année dernière, donc c'est une baisse.

J'en profite pour vous parler de la création de la direction des Grands Projets Urbains (GPU) que vous retrouvez dans l'investissement. Que sommes-nous en train de préparer aujourd'hui ? Si je devais résumer ce budget en trois mots, je dirais que nous sommes en train de préparer aujourd'hui la métamorphose de Bagnols dans les 5, 6 ans à venir. Lorsque vous regardez les investissements sur la Pyramide, sur la place Jean-Jaurès, sur l'ANRU, sur l'opération « Cœur de Ville » et la création d'emplois au niveau du personnel, c'est que nous sommes en ordre de bataille pour changer vraiment le visage de Bagnols dans les années à venir, c'est ce projet qui vous est proposé. Bien sûr que c'est un budget sérieux, c'est un budget de continuité dans la gestion sérieuse, mais ce qui est là c'est les prémices d'une modification profonde de Bagnols.

Vous avez plusieurs questions sur la Pyramide. Aujourd'hui c'est une étude qui vous est proposée. Où en est-on ? Ce n'est pas un concours d'architectes parce qu'il y a déjà eu un concours d'architectes que M. Rouquairol et M. Cret avaient mené mais qui est resté dans les cartons par contre, c'est une mission d'architecte. Que va-t-on faire sur cette mission d'architecte ? C'est là que va se décider si l'on tombe tout, ce qui est quand même peu probable parce qu'il y a une base qui existe ou si l'on rénove. Pourquoi 100 000 € ? Parce que lorsque l'on commence une mission d'architecte c'est un pourcentage du marché. C'est à dire qu'à l'ouverture des plis, tel architecte mettra 2.25%, l'autre mettra 1.32, l'autre 2.56 et c'est le pourcentage du chantier, donc il faut provisionner une somme mais cette somme est indicative. On aurait pu mettre 200.000 € ce qui à mon avis aurait été excessif. Quelqu'un a parlé d'un chiffre de 4 500 000 € tout à l'heure, si vous faites un ratio vous verrez que le

chiffre n'est pas aberrant et que l'on a essayé d'avoir quelque chose qui tienne la route. Sur ce projet nous n'en sommes qu'au début. Hier, avec la Région, la Conseillère Régionale, Mme Hevin, nous avons commencé à monter le tour de table financier de cette affaire. Bien sûr que nous ne pourrions pas supporter sur nos fonds propres une telle somme mais par contre on se doit d'être intelligent et d'aller chercher le maximum de subventionnements, soit à travers la Région, soit avec les fonds de concours sur l'Agglomération, avec l'ANRU également. Il faut que l'on ait quelque chose qui soit à la fois cohérent physiquement, culturellement. Les services nous indiquent que quel que soit le cas de figure, une durée de travaux aux alentours de 18 à 24 mois ce qui est à peu près correct.

Cette semaine commencent les travaux de construction de l'EHPAD qui sont à peu près au même niveau de planning entre 18 et 24 mois.

Sur la piscine, je partage votre avis M. Roux. C'est un élément important de la vie du territoire et là je vais en venir à la responsabilité des élus envers les petits qui sont dans les écoles car c'est une obligation d'apprendre à nager aux enfants, et force est de constater que sur ce territoire, dans l'immédiat, on n'a plus de proposition. Je pense que tout le monde ici vit à Bagnols et est engagé politiquement depuis très longtemps et on a tous parlé de couvrir la piscine mais pas que, on a aussi dit : « il faut aller à Saint-Paul-3 Châteaux, il faut aller à Avignon, il faut aller voir ce qui se fait ailleurs ». On a tous fait du « Y a qu'à, faut qu'on ». Du coup pour aller rapidement sur cette réflexion nous avons mandaté une société filiale de la SEGARD qui s'appelle la SPL 30 qui est une société qui s'adresse aux collectivités locales pour nous établir une mission d'expertise la plus appropriée à nos besoins qui nous sera proposée dans quelques semaines. Mais les 50 k€ qui sont budgétisés ne sont pas pour la SPL, ils sont pour la 1ère étude qui sera celle que nous allons choisir. Le but c'est de proposer sur ce territoire et donc à l'Agglomération une solution alternative, rapide que l'on peut mettre en œuvre sur Bagnols, qui s'adresse au territoire mais c'est Bagnols qui est moteur sur ce dossier. Donc aujourd'hui, la démarche qui est derrière c'est de l'investissement.

Les charges de personnel, M. Roux, bien sûr, il y a une augmentation et je vous donne rendez-vous au budget de l'année prochaine, vous ne verrez pas d'envol du personnel, ce n'est pas mon propos. Si vous regardez bien le budget investissement, si vous prenez le planning des réalisations, toutes les réalisations ne s'arrêteront pas en mars 2020, loin s'en faut. Début janvier on va poser la 1ère pierre des travaux de l'EHPAD, mais ceux-ci ne pourront être livrés, en tout état de cause, qu'en juillet 2020. Donc, je ne m'inscris pas dans une date butoir en faisant n'importe quoi. Nous restons dans le sérieux budgétaire et en tous les cas on ne laissera pas de trou abyssal.

Sur le CIA, je suis d'accord avec vous M. Roux, il y a des gens contents et il y a des gens pas contents. Je l'entends. Ce que je rattrape au passage c'est qu'aucun élu, n'a mis les mains dans ce CIA, aucun, j'y ai prêté une attention très ferme. Je défie quiconque de me dire qu'un élu a ajouté un nom. Le CIA est un nouveau moyen de management que l'on donne à la hiérarchie. Bien sûr, la Fonction Publique Territoriale n'est pas habituée à ce qu'une prime soit distribuée au mérite, ce n'est pas sa culture. Le CIA était négociable avec les instances syndicales et je les remercie non pas d'un vote positif mais de s'être abstenus alors qu'ils auraient pu s'opposer. Aujourd'hui la réalité pour le maire que je suis, pour l'équipe qui m'entoure, c'est d'avoir mis 50.000 € de plus en termes de pouvoir d'achat et qui va

concerner environ 90 personnes. C'est un tiers de l'effectif de la mairie. En termes de management, on donne un nouvel outil, qui va faire bénéficier de 500€ de pouvoir d'achat en plus. Il y a des entretiens annuels qui ont commencé, les chefs de services vont recevoir les agents de la mairie et à eux en tant que chef de service de dire pourquoi ou pourquoi pas mais c'est un nouvel outil de management aujourd'hui. Pour clore le sujet, la liste définitive m'a été présentée le 12. Après, qu'il y ait des heureux ou pas d'heureux, c'est la vie. Dans nos emplois respectifs on connaît tous des déceptions. Par contre, chacun peut s'améliorer pour l'année prochaine pour avoir la prime au mérite et en plus, je le dis d'une façon simple, ce n'est pas un élément politique qu'il faut mettre en avant, c'est l'État qui nous donne cette possibilité, certaines communes la mettent en place.

Sur le terrain de foot, pourquoi avons-nous fait le choix du synthétique plutôt que du naturel ? Il y a deux ans nous avons vécu une période terrible de sécheresse avec interdiction formelle d'arroser qui a eu raison de notre pelouse et je me souviens nous avons investi 17.000 € pour le réensemencer et que comme on essayait un petit peu de contourner l'arrêté d'interdiction, je me suis retrouvé dans mon bureau avec la police de l'eau et on m'a expliqué que si je continuais on allait prendre 50.000 € d'amende par arrosage. Cette année nous avons eu une chance extraordinaire, nous avons eu un été beau et à la fois pluvieux donc on a réussi à s'en sortir mais, on sait bien que devant nous les périodes de sécheresse vont se multiplier et qu'il faut que l'on arrive à passer ce cap. Encore une fois la Région vient nous aider financièrement mais pas uniquement sur le terrain il y a aussi la piste autour, c'est tout un ensemble. Cela se fera en deux tranches, une 1ère sur le terrain, une 2ème sur la piste.

Sur les investissements et entretien Mme Prat, je suis d'accord avec vous. Sur le budget aujourd'hui une grosse partie est consommée par l'entretien. Mais nous sommes une commune de 18 000 habitants, largement équipée, si on ne veut pas laisser tout partir en mauvais état on est obligé d'investir sur l'entretien et même quelquefois on est obligé de faire des choix dans l'entretien. C'est un peu ce qui se passe pour la Pyramide, on pourrait la remettre en état mais les sommes à investir sont tellement importantes qu'il faut se poser la question. Les mêmes questions se sont posées pour L'EHPAD. Il n'y a pas de règle absolue, ce n'est pas une règle d'or. Le crématorium, aujourd'hui on est un petit peu en panne parce qu'il s'avère qu'au niveau national tout le secteur s'est restructuré. Pour faire simple, il y avait 5-6 porteurs de projets possibles, aujourd'hui tout ce secteur s'est reconcentré autour de deux grands donneurs d'ordres. Je sais que l'État s'en est saisi mais il va falloir que l'on soit un peu plus directif car ces entreprises s'accaparent le marché et décident de leur propre partage. Donc, je sais que l'État s'en est saisi et qu'il y travaille dessus mais aujourd'hui on est un petit peu en panne sur ce dossier mais comme tous les crématoriums de France et de Navarre parce que, tant que cette branche ne s'est pas restructurée, on ne sait pas où on va. Le projet existe, il est toujours là, la personne qui est notre interlocuteur dit qu'il y a une réalité financière derrière, par contre tant que la filière n'est pas restructurée complètement, personne ne prend de décision. Je sais que l'État est en train de préparer un schéma national autour des implantations de crématoriums et c'est peut-être ça qui va nous permettre de sortir de cette crise que l'on est en train de vivre.

M. Roux, nous allons regarder si on ne peut pas défiscaliser une partie du carburant.

Sur la place Jean-Jaurès, une 1ère concertation s'est faite il y a un mois avec tous les commerçants, tous ne se sont pas déplacés mais M. Couston s'est déplacé dans les commerces avec le plan. Un 1er jet a été fait. Ce 1er jet, c'est l'architecte des bâtiments de France qui est en train de l'étudier donc on a quelques sueurs, je pense que ça va aller. Lui, nous demande quelque chose qui n'est pas idiot entre autres, une continuité de vue et donc le projet dessiné, complet, devrait être présenté à la population début d'année prochaine.

Sur la recherche en eau par des forages profonds, c'est une demande de l'Agence de l'Eau et des services de l'État donc ce que vous a présenté Mme Graziano au dernier conseil municipal c'est cette demande. Après sur la recherche, sur le Rhône, c'est peut-être une réflexion qu'il faut avoir. Pour l'instant l'État nous contraint au forage profond après s'il y a une réflexion qui doit aller au-delà, je pense que l'Agglomération a toute sa place dans cette réflexion.

Jean Christian REY : Bonjour à toutes et à tous. Je vais répondre sur l'eau et l'assainissement. Je vais également féliciter Michel Cegielski pour la clarté de l'exposé sur le budget.

Ensuite, vous dire également que je vais rassurer, si c'est possible, Christian Roux.

Sur l'eau et l'assainissement, lors du conseil d'Agglo du 17 décembre on lance l'étude sur l'eau et l'assainissement pour l'anticiper et le 1er janvier 2020 on récupère cette compétence. Du coup, effectivement, on va s'appuyer sur tout ce qui aura été fait dans les communes, sur un certain nombre de sujets dont le Rhône puisqu'il y a des études qui existent aujourd'hui, plus sur l'eau brute que sur l'eau potable, pour des problématiques diverses et variées, le but étant de récupérer toutes ces études, mais la ressource en eau est une véritable problématique qui est liée aussi à l'urbanisme. Dans certaines communes aujourd'hui il n'y a pas suffisamment d'eau déjà pour l'urbanisme actuel.

Sur la piscine, l'arrêt de cet équipement existant a été brutal et aujourd'hui nous n'avons pas d'information sur la suite à donner. Je remercie Bagnols d'avoir fait cette offre de service sur ce sujet parce qu'effectivement c'est un équipement structurant dans lequel, évidemment, l'Agglomération prendra sa part totale et entière mais c'est vrai que tant qu'il y avait cet équipement ce n'était pas forcément à l'ordre du jour. De toute façon, si jamais c'était suivi d'effet, les études sont réintégrables dans les investissements.

Sur l'incitatif, Mme Prat, hier, nous avons eu une longue discussion, ce n'est pas dans deux ans mais plutôt dans quatre ans que ce sera mis en place et donc il est trop tôt pour en parler mais c'est sûr qu'à l'arrivée il y aura des bacs individuels. Sous quelle forme ? Peut-être une redevance, une taxe, une levée ou plusieurs ? C'est en cours de réflexion mais là aussi on est sur une année d'action politique, pour décider du fonctionnement, ensuite viendra l'année des explications pédagogiques et les deux années qui suivent serviront à mettre les choses en place.

Enfin sur le musée, évidemment la réflexion existe avec l'école de musique notamment et donc le but du centre culturel a une autre vocation. Ce sont des choses qui se font résonnance et écho mais pas forcément sur l'investissement direct du bâtiment. Je crois que j'ai répondu aux différentes questions qui ont été abordées sur l'Agglomération.

Jean-Yves CHAPELET : Pour finir sur ce budget, je dirai que c'est un budget bien sûr de continuité dans la partie fonctionnement. On ne lâche rien. Un budget de fonctionnement maîtrisé, il faut continuer parce que c'est le seul moyen que l'on ait aujourd'hui. La 2^{ème} chose, j'espère que vous l'avez tous compris c'est que, comme l'a souligné M. Rouquairol, le Compte Administratif n'est pas connu et tout ce qui va arriver en plus c'est-à-dire excédent du compte administratif, notification des dotations qui seront en plus ou en moins, viendra en déduction des 3 000 000 € d'emprunt. Il est important que l'on garde des marges pour l'ANRU et l'opération « Cœur de Ville », même si l'État vient dessus je rappelle qu'une part nous incombe, qu'elle peut être conséquente, donc il faut que l'on garde notre capacité d'investissement sur ces projets qui vont modifier le visage de Bagnols.

Sur ce budget, ce qu'il faut voir aussi, c'est la volonté de préparer l'avenir. Ce que je disais tout là l'heure, c'est que le fonctionnement est maîtrisé mais à l'intérieur on crée les conditions de pouvoir transformer Bagnols et dans l'investissement on commence les gros dossiers qui vont nous permettre de nous projeter au-delà de 2020, 2021, 2022, 2023, 2024. Même si en le lisant il a l'air relativement simple, il annonce quand même les prochains budgets où l'investissement, pour le coup, va être beaucoup plus marqué mais sur ces dossiers on va nous venir en aide. Je vous rendrai compte au prochain Conseil municipal avec le Compte Administratif et puis après, au fur et à mesure, vous allez voir les choses se dérouler et on y reviendra assez régulièrement.

Sur le budget, y-a-t-il des oppositions ? **5 oppositions** (JP. Navarro, S. Rouquairol, C. Prat, Y. Ortiz et Ch. Roux)

Y-a-t-il des abstentions ? **1 abstention** (Cl. Roux)

Le budget est adopté à la majorité.

Sur les taux d'imposition du budget 2019 :

- Taxe d'Habitation, nous restons inchangés à un taux de 14.95%,
- Taxe foncière, bâti, on reste à 24.85%,
- Taxe foncière, non bâti, on reste à 67.50%.

Y-t-il des oppositions ? **1 opposition** (JP NAVARRO) – **4 abstentions** (C. Prat, S. Rouquairol, Y. Ortiz, Ch. ROUX)

Les taux sont adoptés à la majorité.

Michel CEGIELSKI : Les budgets annexes qui suivent sont tous en augmentation. Le budget de l'eau a une augmentation significative et on va voir tout de suite pourquoi. C'est essentiellement dû à des travaux neufs, dans la rue Jean-Moulin, rue des Tilleuls, rue des Remparts, place Jean-Jaurès bien évidemment, Les Estouzilles, Capite.

Jean-Yves CHAPELET : Juste sur ce budget des Estouzilles, je pense que l'on n'en a pas parlé dans la partie investissement mais si on peut revenir en arrière, vous voyez qu'il se découpe en quatre tranches. L'année prochaine nous commencerons la

1^{ère} tranche, celle qui est la plus basse, celle qui n'a pas eu de goudron depuis des lustres.

Serge ROUQUAIROL : C'est ce qui est le bas des Estouzilles et donc ça concerne indirectement le Petit Cèze. Il y avait des tas de branchements pirates sur le pluvial, effectivement si on assainit c'est tant mieux.

Michel CEGIELSKI : Pour revenir sur le budget eau, je rajoute effectivement qu'il y a un emprunt quand même pour financer ces travaux.

Claudine PRAT : Comment a été calculé le 1% eau ?

Jean-Yves CHAPELET : C'est 1% de la surtaxe que nous avons touchée l'année dernière, c'est une règle de calcul.

Claudine PRAT : Par rapport à l'année dernière ?

Jean-Yves CHAPELET : C'est-à-dire que l'année dernière on a touché toutes les surtaxes et la subvention de 1% c'est 1% des surtaxes.

Claudine PRAT : En assainissement et en eau c'est le même calcul ?

Jean-Yves CHAPELET : C'est pareil.

Y-at-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget eau est adopté à l'unanimité.

Michel CEGIELSKI : Budget assainissement globalement c'est la même chose. Ce sont des dépenses de travaux neufs concernant la rue Jean-Moulin, la rue des Tilleuls, Charrier, rue des Remparts, rue de l'Ancyse, Jean-Jaurès toujours, les Estouzilles et Capite.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget assainissement est adopté à l'unanimité.

Michel CEGIELSKI : Budget Caisses des écoles, il est identique c'est simplement la subvention de l'État et de la commune qui sont augmentées.

Jean-Yves CHAPELET : C'est la reconnaissance de tout ce qui se fait depuis des années autour du PRE et où on est régulièrement cités en exemple. Je ne vais pas donner de noms ici mais en tous les cas les services et certains fonctionnaires qui travaillent autour du PRE sont de grosses chevilles ouvrières et le travail vient d'être reconnu donc on nous a donné un petit bonus donc on le prend.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget Caisses des écoles est adopté à l'unanimité.

Michel CEGIELSKI : Budget zone du Berret. Pour l'instant, il ne nous reste plus qu'un terrain, on a failli le vendre mais la personne s'est désistée au dernier moment mais nous avons une autre société qui est intéressée. Ce terrain est difficile à vendre à cause de la présence d'un poteau électrique de moyenne tension et à chaque fois, on se heurte au même problème avec Enedis.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget zone de Berret est adopté à l'unanimité.

Question n° : **04**

Rapporteur : **R. SALGUES**

Objet : **Réaménagement de garanties d'emprunts accordées à la société ERILIA.**

1/Note synthétique de présentation :

En 2002, la commune a accordé sa garantie à la société ERILIA pour des prêts contractés afin d'acquérir et améliorer les logements des Aubépines.

Afin d'accompagner le secteur du logement social dans sa réforme, la Caisse des Dépôts et Consignations a déployé une offre d'allongement de la dette de 10 ans avec un abaissement du taux sur cette durée allongée.

La mise en œuvre de cette mesure nécessite une nouvelle délibération de la commune acceptant ces nouvelles caractéristiques financières découlant du réaménagement.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Avant de procéder au vote je voudrais signaler que M. Suau vient de nous quitter et qu'il a donné sa procuration à Jean Christain Rey.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes oppositions ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP Navarro)

La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **05**

Rapporteur : **R. SALGUES**

Objet : **Choix du concessionnaire pour le service de mobiliers urbains publicitaires sur le domaine public de la commune.**

1/Note synthétique de présentation :

Le Conseil municipal a par délibération du 7 avril 2018 autorisé le Maire à procéder à la passation d'une procédure de concession de service pour la fourniture, pose, exploitation, nettoyage et maintenance de mobiliers urbains publicitaires sur le domaine public de la commune pour une durée de 12 ans.

Le 9 mai 2018, la procédure de concession de service a été mise en œuvre.

Le 25 juin 2018, la Commission de délégation de service public (CDSP) a dressé la liste des candidats admis à présenter une offre.

Le 19 septembre 2018, la Commission a ouvert les plis contenant les offres, analysé les offres et émis son avis sur les quatre candidatures retenues et a retenu le candidat VEDIAUD PUBLICITE.

Monsieur le Maire en tant que pouvoir exécutif a suivi l'avis de la Commission de délégation de service public et a retenu l'entreprise VEDIAUD PUBLICITE.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver le choix du concessionnaire proposé par Monsieur le Maire et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention qui sera établie avec le candidat retenu.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Serge ROUQUAIROL : Il y a des difficultés avec la conjugaison semble t-il. Alors sur le PV comme c'est de l'histoire ancienne on n'en parle plus mais là nous l'avons tous sous les yeux alors pour qu'ils chantent bien, mettons les infinitifs quand il le faut et les participes passés quand il faut, merci.

Claudine PRAT : Je vais me permettre une toute petite réflexion personnelle. Le dossier est très complet, vous avez les conventions y compris les bordereaux de présence signés et s'il y a une seule commission que j'ai manquée c'est celle-ci et elle est mise en avant, donc c'est un petit peu ... je sais que ce n'est pas volontaire.

Jean-Yves CHAPELET : Ce n'est pas grave, ne me faites pas du M. Navarro mais vous avez raté une des meilleures commissions que j'ai pu faire et surtout vous avez raté un grand moment sur le choix du mobilier urbain « c'est trop jaune, trop vert,

trop grand, trop ... ». Sur ce dossier, avant de le mettre au vote, je voudrais rendre hommage à M. Cellier. En effet, c'est lui qui l'a initié avant qu'il ne devienne député et surtout on a eu énormément de malchance sur ce dossier parce que c'est un dossier où la réglementation n'a pas arrêté de changer en trois ans. C'est-à-dire que initialement c'était une passation de marché que l'on connaît tous, après c'est devenu une DSP, d'une DSP c'est resté une DSP mais pas sous les mêmes formes, à chaque fois que notre dossier était quasiment abouti, la réglementation changeait donc on a mis du temps mais contraint et forcé à ce que cette DSP puisse être passée. Ce qui veut dire que dans les six mois à venir le paysage, le quotidien des Bagnolaises et des Bagnolais, leur environnement, va changer, les abris bus, ce qu'on appelle les sucettes, des panneaux numériques vont être mis, où la mairie va disposer de messages que l'on va gérer, ce qui va libérer de l'affichage. En parallèle, il faut savoir que l'on est aussi en train de travailler sur un règlement de publicité qui va nous permettre de nettoyer un peu tous les 4x3, les panneautages sauvages.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **06**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification du tableau des effectifs du personnel communal.**

1/Note synthétique de présentation :

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs du personnel communal comme suit :

Suppression	Création	Observations
	1 poste d'attaché de conservation du patrimoine à temps complet	- Nomination par détachement au titre de la promotion interne 2018

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Claudine PRAT : Simplement une question, je ne sais pas ce que veut dire « Nomination par détachement » ?

Emmanuelle CREPIEUX : En fait on crée son poste, la personne va être détachée du poste qu'elle avait anciennement et donc pour le détacher il faut créer le poste pour qu'il soit nommé.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **07**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Dispositif Parcours Emploi Compétences.**

1/Note synthétique de présentation :

Le dispositif du Parcours Emploi Compétences (PEC) a pour objet l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

La mise en œuvre du Parcours Emploi Compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Ce dispositif, qui concerne, notamment, les collectivités territoriales et leurs établissements, prévoit l'attribution d'une aide de l'État à hauteur de 50 %.

Les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

La durée hebdomadaire afférente à l'emploi est de 20 heures par semaine, la durée du contrat est de 12 mois et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Emmanuelle CREPIEUX : Nous décidons de fixer à 10 le nombre d'emplois PEC.

Jean-Pierre NAVARRO : Cette initiative est animée d'un excellent sentiment et j'y souscris volontiers.

Claude ROUX : Contrairement à M. Navarro, je voterai contre. Je suis contre les emplois aidés, je préfère largement l'apprentissage et il n'y a pas d'âge pour être apprentis.

Jean-Yves CHAPELET : Chose que nous faisons.

Claude ROUX : Justement, il faut poursuivre et aménager mais 20h/semaine pendant 1 an, qu'est-ce que ces pauvres gens peuvent faire ?

Emmanuelle CREPIEUX : Il y a un âge maxi pour être apprenti, c'est 30 ans sauf si on est reconnu MDPH.

Jean Christian REY : Ces dispositifs ne sont pas à opposer, ils s'accompagnent. Il y a des gens aujourd'hui qui ne sont pas en capacité d'aller dans l'apprentissage pour qui il est important de passer par d'autres phases. Par exemple, quand on fait les chantiers d'utilité sociale c'est de l'emploi d'insertion, ce sont des gens qui sont en grande insertion, ils ne sont pas en capacité d'aller vers des PEC, d'aller vers des apprentissages, c'est pour cette raison que ces dispositifs existent. Ce n'est pas les opposer les uns aux autres en fait. Vous avez des gens qui étaient en CAE, qui sont rentrés en apprentissage, qui ont un parcours professionnel, d'autres pour qui ça n'a pas marché mais certains ont commencé comme ça. Vous faites ce que vous voulez, vous pouvez voter contre évidemment mais ce n'est pas à opposer.

Serge ROUQUAIROL : Encore une fois je fais allusion à la situation que nous connaissons sur les ronds-points en ce moment. On y voit la détresse de gens qui sont à tous niveaux, éloignés d'une vie normale, aussi bien sur le plan de leurs ressources que sur le plan de leurs relations au travail. Donc, je crois qu'il faut que nous comprenions bien que la relation au travail et à ce qu'il permet, en particulier, la ressource et la dignité ce n'est pas tout ou rien, il y a nécessairement des niveaux intermédiaires sur lesquels on doit accompagner beaucoup de nos administrés, beaucoup de nos concitoyens, beaucoup de nos compatriotes, c'est une absolue nécessité. Pourquoi ? Parce que les temps se dégradent, parce que la situation sociale se dégrade, parce que la situation économique générale se dégrade, nous en avons parlé dans le débat d'orientations budgétaires, personnellement, je suis un optimiste qui voit le mal quand il le faut et je pense que la situation économique européenne est en passe de se dégrader plus encore qu'elle ne l'a été. Je crois que la crise budgétaire italienne va se traduire en crise économique et je crois que l'on va avoir un retour sur la situation que nous connaissons déjà dégradée en France. Donc, il faut se garder du tout ou rien, se garder du blanc ou noir et accepter de passer par des situations d'intermédiaires, des situations nuancées tout en se gardant des usines à gaz. Néanmoins, nous sommes à des postes clé de la vie de notre société, nous sommes capables de prendre des décisions que personne ne comprendrait si elles n'étaient pas claires et donc nous avons un devoir de vigilance en permanence sur ces questions. Ça n'a l'air de rien mais ces questions là, aussi, sont des questions importantes de ressources pour nos concitoyens.

Jean-Pierre NAVARRO : J'ai trouvé le porte-parole idéal aujourd'hui et si M. Rouquairol m'y autorise je voudrais me joindre à sa déclaration.

Jean-Yves CHAPELET : Je pense que l'on peut tous y souscrire. Tous les jours, dans notre quotidien que l'on soit Président de l'Agglomération, Conseillère Régionale, Député ou Maire, nous sommes confrontés, dans nos bureaux respectifs, à une demande, je ne dis pas qu'elle est de plus en plus pressante, mais en tous les cas elle est présente. Il n'y a pas de solution miracle. Quelquefois vous avez des gens complètement déstructurés où déjà de se lever le matin pour aller faire un chantier d'insertion est pour eux un vrai challenge. L'utilité des PEC est de commencer à se

former et de reprendre un contact direct avec l'entreprise, là il s'avère que c'est la Fonction Publique. En tous les cas ce dispositif nous manquait, je suis heureux qu'avec Mme Crépieux nous ayons décidé d'aller jusqu'à 10. Il ne faut pas non plus faire de l'embauche pour de l'embauche mais on peut être fier de ce que l'on fait lorsqu'on crée des PEC au sein de la Mairie, il y a une utilité.

Christian ROUX : C'est vrai que la désinsertion professionnelle c'est un vrai sujet et comme l'a dit M. Rey les deux systèmes ne doivent pas s'opposer. Je pense que chaque fois que l'on peut insérer quelqu'un il faut le faire quel que soit le type de contrat.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? **1 opposition** (Cl. ROUX) Des abstentions ? Non.

La question n° 7 est adoptée à la majorité.

Question n° : **08**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Cession de parcelles au profit des Consorts Sabatier - Chemin Rural n° 108.**

1/Note synthétique de présentation :

Les parcelles communales cadastrées AV 458, AV 459 et AV 460 forment une unité foncière d'une surface de 1 755 m² en nature d'ancien chemin rural. Il n'est plus entretenu et ne peut plus être considéré à certains endroits comme un chemin (talus boisé). Les propriétaires des parcelles contigües à ce chemin ont demandé à la commune de leur céder.

La commune n'en ayant pas l'utilité, elle a décidé d'aliéner ce bien.

Suite à l'évaluation de France Domaine, le bien sera aliéné comme tel :

- la parcelle AV 458 d'une superficie de 778 m² sera cédée à Monsieur Paul Sabatier,
- la parcelle AV 459 d'une superficie de 252 m² sera cédée à Monsieur Guillaume Sabatier,
- la parcelle AV 460 d'une superficie de 725 m² sera cédée aux consorts Sabatier.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la cession de la parcelle cadastrée AV 458 au profit de Monsieur Paul Sabatier, ou de toute société se substituant, au prix de 778 €, les frais de notaire étant à la charge de l'acquéreur,
- d'approuver la cession de la parcelle cadastrée AV 459 au profit de Monsieur Guillaume Sabatier, ou de toute société se substituant, au prix de 252 €, les frais de notaire étant à la charge de l'acquéreur,
- d'approuver la cession de la parcelle cadastrée AV 460 au profit des consorts Sabatier, ou de toute société se substituant, au prix de 725 €, les frais de notaire étant à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 décembre 2018.

Vincent POUTIER : Un croquis vaut mieux qu'un long discours. Il s'agit du double trait qui traverse l'extrait du plan cadastral et qui porte sur les parcelles AV 458, 459, 460.

Serge ROUQUAIROL : Juste pour vérifier que je connais bien mon Bagnols. C'est après la Croix de Fer ?

Jean-Yves CHAPELET : Oui. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **09**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Renouvellement de l'action « Opération façades » pour l'année 2019.**

1/Note synthétique de présentation :

Depuis de nombreuses années la Commune accompagne sa politique d'embellissement du centre-ville et de ses abords en incitant les propriétaires à engager des travaux de ravalement de façades de leurs immeubles ou locaux commerciaux par l'attribution de subventions municipales.

Le « Site Patrimonial Remarquable » (ex-Z.P.P.A.U.P.) englobant le centre ancien et ses abords contribue à protéger et à mettre en valeur les immeubles compris dans ce périmètre mais augmente, dans certains cas, le coût des travaux de restauration.

La Commune entend donc continuer en 2019 à soutenir les actions spontanées de ravalements de façades par l'octroi de subventions aux maîtres d'ouvrage.

Les montants des subventions précitées seront calculés selon les modalités suivantes :

➤ **Travaux de simple badigeon** : 8 €/m² de façade traitée, directement visible de la voie publique, avec un montant maximum de 400 €. Seuls les travaux de badigeon sont subventionnables.

➤ **Travaux de ravalement** : 16 €/m² de façade traitée, directement visible de la voie publique, avec un montant maximum de 800 €. Seuls les travaux d'enduit sont subventionnables.

➤ **Travaux de rejointoiement de pierres de taille** : 16 €/m² de façade traitée, directement visible de la voie publique, avec un montant maximum de 800 €. Seuls les travaux de rejointoiement sont subventionnables.

➤ **Éléments architecturaux remarquables** : une aide complémentaire pourra être attribuée dont le montant sera évalué en fonction de l'importance de l'intervention et de son coût.

➤ **Remplacement d'une antenne parabolique par une antenne satellite plate de faible dimension** : 50 % du coût hors taxes de fourniture et de pose, avec un maximum de 100 € par antenne parabolique remplacée.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 décembre 2018.

Vincent POUTIER : C'est une délibération que l'on vous propose dans les mêmes termes que l'année 2018 mais qui sera peut-être modifiée dans les années à venir compte tenu des projets « Cœur de Ville ».

Serge ROUQUAIROL : Juste à l'occasion de cette délibération une pensée pour Jean Canoby qui était en charge de ce dossier et le suivait très scrupuleusement.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **10**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : Participation au projet de coopération internationale de l'association « Peuples Solidaires » au Burkina Faso à l'aide du dispositif 1% eau : modification de la délibération n° 13/2017.

1/Note synthétique de présentation :

Lors de sa séance du 28 janvier 2017, le Conseil municipal a délibéré sur son engagement à porter conjointement avec l'association « Peuples Solidaires » un projet de coopération internationale au Burkina Faso.

Ce projet est né de l'initiative de l'association « Peuples Solidaire » de Bagnols-sur-Cèze, qui depuis de nombreuses années œuvre auprès de la commune de Boala au Burkina Faso, et des possibilités d'aides financières apportées par l'Agence de l'Eau pour les communes qui ont mis en place le dispositif « 1% loi Oudin-Santini ».

Afin de recevoir des aides de l'Agence de l'Eau pour le financement des études d'un projet lié à l'eau, puis selon sa réalisation, le Conseil municipal a donc délibéré le 28 janvier 2017 sur les 6 points suivants :

- 1- la responsabilisation de la commune de Bagnols-sur-Cèze comme porteur de projet en lien avec l'association « Peuples Solidaires » et la commune de Boala (Burkina Faso),
- 2- en votant 15 000 euros d'aides annuels sur 4 ans réunis grâce au 1% eau loi Oudin-Santini appliqués sur le budget eau potable et sur le budget assainissement,
- 3- en apportant les 5% de financement de l'étude, nécessaire à sa validation par l'Agence de l'Eau qui la finance à hauteur de 80% (montant estimé à 38 857 € TTC),
- 4- en autorisant M. le Maire à signer les courriers afférents aux subventions,
- 5- en envisageant pour l'avenir, lorsque la phase travaux sera définie, que la Commune puisse aider l'association « Peuples Solidaires » sur les 50% qui resteront à charge après les aides de l'Agence de l'Eau,
- 6- en autorisant M. le Maire à signer la convention tripartite entre la commune de Boala, la commune de Bagnols-sur-Cèze et l'association « Peuples Solidaires ».

Après une année de ce partenariat, l'étude a été lancée tel que prévu au point 3. M. le Maire a pu signer les documents afférents aux points 1, 4 et 6.

Le point 2 a permis que la disposition du 1% de la loi 2005-95 dite « loi Oudin-Santini » soit appliquée par la commune de Bagnols-sur-Cèze, mais il s'avère qu'au vue des fluctuations des consommations d'eau, assiette des recettes des parts communales sur les budgets eau potable et assainissement, un complément puisse être nécessaire pour atteindre la somme des 15 000 euros convenus initialement en aides sur 4 ans.

L'objet de cette délibération est donc :

- la proposition que la commune modifie l'article 2 de la délibération du 28 janvier 2017 afin que si un complément au 1% loi Oudin-Santini soit nécessaire pour atteindre les 15 000 euros lors des trois années qui vont suivre, le budget général puisse l'apporter.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Jean-Pierre NAVARRO : Encore une opération qui a un but profondément humanitaire. Il faut savoir que le Burkina Faso du temps où il s'appelait la Haute-Volta, c'était un pays qui arrivait à vivre à l'époque ou à survivre. Mais actuellement on le trouve complètement asphyxié parce qu'il n'a pas de sortie vers la mer et la plupart de ses habitants pour survivre sont obligés de se rallier aux islamistes ou rentrer au séminaire, être prêtre, on en a beaucoup qui viennent en France comme ça. Donc, il faut les aider très fort et je vous remercie de cette initiative.

Claudine PRAT : Lors du dernier conseil je vous avais demandé si on pouvait être tenu informé de l'avancement du dossier donc je vous remercie de le mettre à l'ordre du jour car je tiens à faire quelques observations.

Le 28 janvier 2017, lors de la délibération concernée j'étais intervenue pour poser trois questions. Je ne viens pas au Conseil la fleur au fusil, je m'étais documentée et j'avais demandé à savoir ce qu'allait financer les 4 x 15.000 €. Il m'avait été répondu par M. le Maire, parmi un grand flot d'amabilité on va dire, que cette action, je cite le compte rendu : « que cette action coûte aux Bagnolais 390 € » à quoi vous aviez ajouté « contrairement à vous j'ai bien lu le dossier, on crée une polémique pour 390 € » et pour finir la parole m'avait été retirée un petit peu violemment. Aujourd'hui, vous convenez dans votre délibération qu'il s'agissait bien de 15.000 € annuels mais en plus que le budget eau et assainissement ne suffisant pas on va abonder avec le budget principal. Je n'y vois aucun inconvénient, je trouve le projet très intéressant et donc j'y adhère totalement.

Ce que je voulais simplement signaler comme droit de réponse c'est qu'à l'époque je disais vrai et vous disiez faux donc la désinformation qui avait été faite pendant cette délibération n'était pas acceptable. Force est de constater une fois de plus que l'expression de nos constatations et de nos inquiétudes nous attirent parfois la raillerie de la majorité municipale alors que quelques mois après cela s'avère bien fondé.

Si je reprends l'exemple de l'état de nos commerces nous avons indiqué dès 2016 notre grande inquiétude, à l'époque on avait été traité de pessimistes. Aujourd'hui, quand on voit que l'on est élu au dispositif « Cœur de Ville » nous n'étions pas que pessimistes, mais quand même réalistes. Voilà je voulais rétablir cette vérité.

En ce qui concerne ce projet, l'Agence de l'Eau a donné son accord en 2017 pour la subvention et elle a versé une subvention de 30.445 €. Donc, je voulais savoir si l'étude était financée par la mairie, par l'association, si elle avait été faite, finie ? Et puis le fait de faire appel au budget principal quand on abonde la subvention eau ça transfère le projet sous le régime de la coopération décentralisée et à ce moment là on est obligé d'informer la Commission nationale parce que ça rentre, semble t-il, dans la politique extérieure de la France. Je voulais savoir où on en est sur ce projet qui devient très compliqué administrativement.

Jean-Yves CHAPELET : Je ne sais pas ce que vous avez sur le sujet, sincèrement, c'est un sujet où je pense que la grandeur des élus s'exprime à travers ça. Je vous ressortirai le compte rendu mais je pense que vous-même avez dû regretter vos propos. C'est sûr qu'il y a eu une réaction, ici c'est un débat libre, on a de droit de tout se dire et c'est vrai qu'il y a eu un échange assez violent parce que les propos qui étaient utilisés ne convenaient pas ni à la situation ni à ce que l'on vous proposait mais chacun est libre de ses propos dans cette salle.

Deuxième chose, à l'époque, lorsque l'on a parlé de 390 €, c'était le tout début du projet. Les 38.000 € de l'Agence de l'Eau à l'époque n'étaient pas acquis. C'est sûr que les 1% de la surtaxe vous les avez vus apparaître et on n'a jamais caché ce pourcentage de surtaxe. Le budget général aujourd'hui vient abonder le projet qui est aujourd'hui un peu plus conséquent que le 1% de surtaxe. Je n'ai jamais dit dès le début ça sera 390 €, on a dit on amorce la pompe et on regarde où on va. Sur ce sujet, je suis à peu près comme pour la Pyramide, et ça vous gênera moins pour la Pyramide. Aujourd'hui on a mis une somme, je ne sais pas en fonction de l'étude où on va aller mais on va le continuer tranquillement. Ce que j'ai du mal à comprendre c'est pourquoi sur ce sujet vous cherchez la polémique.

Sur l'opération « Cœur de Ville », je ne me souviens plus de l'articulation que vous avez faite sur le sujet. Je pense que jamais ici nous n'avons dit que le commerce était florissant à Bagnols, on a juste dit qu'à force de hurler avec les loups on n'améliore pas la situation. Je ne vous dis pas aujourd'hui que le commerce à Bagnols centre-ville est fleurissant, je ne vois pas pourquoi à Bagnols il serait florissant alors que c'est une généralité dans tout l'hexagone. L'opération « Cœur de Ville » ce n'est pas seulement le commerce. Si nous avons été éligibles à l'opération « Cœur de Ville » c'est parce que nous avons un député qui a très bien défendu notre dossier et puis la 2^{ème} chose, vous verrez lorsqu'on présentera l'opération « Cœur de Ville » que le commerce n'en est qu'une infime partie donc il ne faut pas lier le commerce du centre-ville avec l'opération « Cœur de Ville », ne me refaites pas le coup de la DSU.

Claudine PRAT : Non, simplement en 2017, nous avons voté 4 x 15.000 € et à l'époque j'avais demandé ce qu'ils allaient financer ? Aujourd'hui l'Agence de l'Eau a versé une subvention qui était censée financer l'étude, c'est un avancement du dossier, ce n'est pas du tout la remise en cause du projet qui est très intéressant. C'est simplement que la dernière fois les 15.000 € avaient déjà été votés que vous

m'avez dit non et que aujourd'hui j'ai le compte rendu il n'y a pas de soucis. Après sur le commerce, aujourd'hui nous sommes d'accord sur le constat. C'est simplement qu'on l'a signalé avant.

Jean-Yves CHAPELET : Vous n'avez rien signalé avant. C'est un état de fait, on vous a juste dit d'arrêter de hurler avec les loups parce que ce n'est pas ainsi que vous allez nous aider. Est-ce que vous avez entendu dans cette assemblée quelqu'un dire, il est florissant ? Non. On vous dit cessez de le répéter et de le rabâcher et aidez-nous plutôt à travailler dessus.

Claudine PRAT : Donc, aujourd'hui on est d'accord. Il n'y a pas de soucis.

Jean-Yves CHAPELET : On aurait dû l'être depuis le début.

Christian ROUX : En fait, nous dans notre rôle de conseillers municipaux d'opposition on est là pour faire des constats, comme vous, on circule en ville, on rencontre les commerçants, on rencontre les citoyens Bagnolais, on est capable de faire une analyse et de faire des constats. Je crois qu'aujourd'hui c'est bien qu'il y ait ce projet « Cœur de Ville » simplement ma crainte c'est que ce soit un peu tard donc si on veut que Bagnols se développe il faut reprendre le sujet à bras le corps mais encore une fois c'est quelque chose qui aurait dû être pris beaucoup plus en amont.

Jean Christian REY : Serge tout à l'heure a évoqué Jean Canoby, ce qui me permet à mon tour puisque l'on a évoqué le Conseil Municipal du 28 janvier 2017 d'évoquer la mémoire de Pierrette Pasquini puisque c'était ce jour là que nous avons fait une cérémonie en l'hommage de Pierrette qui nous avait quittés quelques jours auparavant et donc effectivement dans ce Conseil Municipal je m'étais agacé pour ne pas dire autre chose. D'ailleurs on me dit qu'il faut que je sois calme avec vous, Mme Prat, mais il faut que vous y mettiez du vôtre si vous voulez que je sois calme avec vous mais je vais quand même essayer de le demeurer. J'ai beaucoup de défauts, tous les défauts que vous voulez, je suis un méchant garçon, tout ce que vous voulez mais je ne suis pas un menteur. M. Navarro vous pouvez ricaner bêtement ça vous inspirera peut-être et ça vous mettra à la hauteur de ce que vous êtes en ce moment. Je peux vous assurer que jamais je n'ai menti et pour une raison simple, c'est que quand vous êtes maire, vous êtes officier de police judiciaire et vous n'avez pas le droit de mentir, donc on ne ment pas. Les 390 € étaient l'enjeu de la délibération du 28 janvier qui déclencherait les procédures pour faire le 1% et pas un centime de plus. Bien sûr, derrière tout dépendait de ce qui allait être fait, c'était l'élément déclencheur qui pouvait accepter que les partenaires viennent dessus, si les partenaires ne venaient pas, le projet ce serait arrêté immédiatement. Alors surveillez votre langage et votre façon de parler.

Le commerce souffre, vous pensez que nous ne le voyons pas que le commerce souffre. Je vous rappelle d'ailleurs que si on veut vraiment être précis c'est le commerce du centre-ville qui souffre aujourd'hui parce qu'il y a plus de commerces aujourd'hui qu'il y en avait il y a 10 ans. Certes ce sont des commerces qui sont venus en périphérie, c'est le commerce qui a changé, c'est le commerce du centre-ville qui souffre pour des tas de raisons. Je ne suis pas un démagogue, je ne suis pas quelqu'un qui désinforme et je ne suis pas quelqu'un qui ment. On peut ne pas être

d'accord et ce qui m'avait agacé c'était cette espèce d'amalgame, ce truc, on jette la pièce en l'air et on jette la suspicion, une fois de plus, une fois de plus de quoi ? Donnez-moi un exemple, allez-y. Il n'y en a pas d'exemple, alors arrêtez de dire n'importe quoi, ne soyez pas d'accord, soyez d'accord, dites que j'ai eu tort de m'emballer, dites que je n'ai pas eu tort, je m'en fiche mais ne me traitez pas de menteur. La délibération du 28 janvier n'incluait que 390 €. Certes, si les partenaires venaient on mettait 15.000 € chaque année sur le sujet, mais pas plus.

Jean-Yves CHAPELET : Sans rigoler, depuis le début cette question-là, à chaque fois, elle est polémique. On y reviendra mais vous pourrez polémiquer à chaque fois, vous aurez la même réponse. Je suis un peu atterré que ce soit un sujet de débat et surtout de confrontation. Nous passons au vote.

Je précise que Ghislaine PAGES ne participe pas au vote car intéressée par la question.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **11**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Association Technoparc : attribution d'une subvention pour la création du schéma directeur de l'aménagement de Berret et de l'Euze.**

1/Note synthétique de présentation :

L'association Technoparc (28 adhérents, 800 salariés et près de 60 millions € de chiffre d'affaire cumulé) a été créée dans l'objectif de mettre en œuvre toute action ou initiative concourant à la valorisation et au développement des zones d'activités de Berret et de l'Euze.

A l'aune du Contrat de transition écologique, elle propose de repenser l'aménagement de ces zones au travers d'un schéma directeur durable qui inclurait tous les aspects environnementaux, techniques et pratiques (urbanisme, voiries, éclairages, signalétiques, déplacements,).

En tant que membre de l'association Technoparc, il est proposé à la commune, notamment au titre de sa compétence voirie, de cofinancer en partenariat avec l'Agglomération du Gard rhodanien, au titre de sa compétence économique, et l'association Technoparc, ce schéma, à hauteur de 2 000 €.

L'association Technoparc sollicitera l'agglomération du Gard rhodanien du même montant (2 000 €) sur son budget 2019.

Le budget global de l'opération s'élève à 4 650 € TTC.

L'association Technoparc s'engage, dans une démarche participative de co-construction à intégrer dans le comité de pilotage de ce schéma le/la représentant(e) de la commune afin de suivre chaque étape de validation du processus.

Ce schéma devra présenter le projet final et les différentes phases prévues pour la réalisation. Les phases seront également planifiées dans un calendrier respectueux des contraintes administratives des organes financeurs.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Il s'agit d'une association à laquelle nous adhérons, qui s'intéresse à la fois à la zone de l'Euze et à la zone de Berret. Ils nous ont présenté avec le Président de l'Agglomération tout un plan d'actions et dans ce 1^{er} plan d'actions il est prévu de revoir tout ce que l'on appelle le jalonnement. Ce sont des jeunes motivés.

Serge ROUQUAIROL : Juste pour se féliciter du fait qu'une solution apparaisse à l'horizon pour la lisibilité de ces zones et du déplacement à l'intérieur. Parce que, même si on connaît bien, on est tout le temps dans le doute, on se demande tout le

temps si c'est le bon embranchement, s'il ne faudra pas faire demi-tour, c'est vraiment compliqué encore à ce jour.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **12**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Stationnement payant sur la voirie – Modification des dispositions.**

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération en date du 16 décembre 2017, le Conseil municipal a fixé les nouvelles modalités de stationnement payant.

Après une période d'observations, en prenant en compte les remarques formulées par les usagers et les commerçants, il est proposé de modifier ces dispositions comme suit :

- modification des tarifs,
- création d'arrêts minutes,
- mise en place de 2 fois 20 minutes de stationnement gratuit (1 par demi-journée),
- modification de certains zonages.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Je rappelle que depuis le 1^{er} janvier de cette année la loi a été modifiée, je ne vais pas vous le refaire, mais il ne s'agit plus d'amende mais de forfait post-stationnement. On avait mis en place à partir du 15 mai la nouvelle stratégie politique de stationnement, la création des zones bleues, les tarifs en précisant qu'il y avait une clause de revoyure au bout de 6 mois. Nous avons demandé à chacun de s'exprimer et à l'issue de cette concertation, nous avons reçu énormément d'observations soit par courrier, soit en se promenant en ville, soit par Facebook, soit par le site internet, soit par mail. Le 15 septembre, j'ai créé un petit groupe de travail qui avait pour but de recenser, de trier toutes ces observations pour pouvoir commencer à mettre en œuvre la nouvelle stratégie. Elle ne sera effective, cette nouvelle stratégie de stationnement, qu'à partir du 1^{er} février 2019 car là nous sommes, je le rappelle, en stationnement gratuit pendant les fêtes de Noël. La semaine prochaine va être distribuée dans chaque boîte aux lettres la lettre du maire qui reprendra toutes les règles de stationnement, les horaires, etc ... Dans les observations, celle qui nous a été énormément demandée, c'est la reprise du ¼ d'heure gratuit donc là on va au-delà, on fait 2 x 20 mn, une fois le matin, une fois l'après-midi à partir de l'horodateur. Ensuite, on réduit tous les tarifs, les 1^{ers} tarifs sur les horodateurs sont diminués de moitié, les premières heures sont moins chères. Sur le forfait post stationnement, si vous êtes en retard ou si vous avez oublié de mettre le ticket et que les ASVP passent et appliquent le forfait, il faut savoir que si vous payez dans les 72 heures les 30 € demandés sont réduits à 15 € et sur ces 15 € si vous avez oublié de mettre le ticket, le montant de votre ticket vous sera déduit. On a des forfaits qui commencent à devenir faibles. Dans la partie zone bleue, on crée deux zones bleues, une dans l'hyper centre, c'est-à-dire le centre de la ville où

là c'est 1 heure et une zone plus étendue qui elle passe de 1 heure ½ à 2 heures ce qui donne plus de souplesse. On va mieux répartir les nouvelles zones entre autres au bout du boulevard Lacombe, l'avenue Léon-Blum en mettant en place des bornes d'arrêt minute. Vous vous arrêtez sur une de ces bornes, le voyant vert du totem s'enclenche pendant 10 mn et au bout de 10 mn la lumière passe au rouge. Pour ceux qui connaissent le système, vous avez le même à Nîmes, on n'a rien inventé. C'est un dispositif pour fluidifier la circulation.

Serge ROUQUAIROL : Simplement la question du « couillon » comme on dit chez nous, je me gare, je paye pour 0,50 € donc 1 heure et avec les 20 mn je dispose d'une heure 20 de stationnement ? Ceci matin comme après-midi ?

Jean-Pierre NAVARRO : Comme vous me l'avez si gentiment fait remarquer le 5 décembre je n'étais pas en commission pour la bonne raison que je me fais un devoir d'honorer les morts pour rien dans mon pays d'origine, l'Algérie.

Jean-Yves CHAPELET : C'est un choix.

Jean-Pierre NAVARRO : C'est un choix, mais un choix quand même important, sentimental, que je porte dans mes tripes.

Jean-Yves CHAPELET : Je ne juge pas.

Jean-Pierre NAVARRO : Finalement ici on s'amuse un peu mais les vrais débats, les questions se posent dans les commissions dans une ambiance décontractée. Donc ici, si je vous suis bien, le forfait post stationnement constitue tout simplement une amende pour dépassement ?

Jean-Yves CHAPELET : Ce n'est pas une amende, c'est un forfait. Les mots ont un sens, M. Navarro, je ne vais pas vous l'apprendre. Ce n'est pas une amende, une amende c'est de l'ordre de la police, c'est ce qu'il y avait avant, quand je dis qu'il y a une réforme depuis le 1^{er} janvier c'est que là il s'agit d'un forfait.

Jean-Pierre NAVARRO : Ce forfait ne tient pas compte du fait que la personne en question a fait un geste, a spontanément acquitté une partie de sa dette et qu'un aléa l'a empêché de repartir à l'heure prévue, c'est ça ? Moi je vais chez le docteur, par exemple, je prends une heure, chez mon docteur ça dure 3 heures, 3 heures 1/2, quand j'arrive, paf...

Jean-Yves CHAPELET : Et oui c'est ainsi.

Jean-Pierre NAVARRO : A ce moment-là c'est beaucoup d'argent qui rentre dans les caisses de l'État.

Jean-Yves CHAPELET : Je rappelle que derrière ce sont des agents assermentés et donc ils appliquent la loi, rien que la loi. Je ne vais pas aller voir un agent assermenté pour lui dire, regarde de l'autre côté, ce n'est pas faisable. La loi c'est la loi, je n'y peux rien.

Comme quoi vous ne m'avez pas écouté parce que ça ne concerne plus les caisses de l'État. L'amende, c'était les caisses de l'État. Quand je vous dis que les mots ont un sens, le forfait rentre dans les comptes de la mairie.

Jean-Pierre NAVARRO : Je ne comprends pas que l'on matraque les gens aussi fort.

Jean-Yves CHAPELET : On ne matraque pas les gens, sans rigoler. Si là on matraque, il va falloir m'expliquer.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? **1 opposition** (JP. Navarro). Des abstentions ? Non.

La question n° 12 est adoptée à la majorité.

Question n° : **13**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation de la prise de participation de la Segard au capital de la SIM.**

1/Note synthétique de présentation :

Par résolution en date du 24 avril 2018, le Conseil d'administration de la SEGARD a arrêté le principe de prise de participation dans la société SAS Immobilière du Midi à hauteur de 3 actions soit 9 000 € sous réserve de délibération des collectivités actionnaires de la Segard.

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du CGCT, cette prise de participation doit recevoir l'agrément préalable des collectivités et établissements publics actionnaires de la SEGARD, disposant d'un siège au conseil d'administration.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser la SEGARD à acheter trois actions de la SIM, pour en devenir actionnaire aux côtés des autres SEM régionales et départementales.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **14**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Don à la commune sinistrée de Conques-sur-Orbiel à la suite des inondations du mois d'octobre 2018.**

1/Note synthétique de présentation :

La commune de Conques-sur-Orbiel a été touchée comme de nombreuses communes de l'Aude par des événements climatiques exceptionnels au mois d'octobre 2018. Comme l'a déclaré la maire de cette commune : « C'est une catastrophe. Nous avons un décès parmi les quatorze recensés dans le département. Quarante personnes ont été évacuées. Depuis lundi, pompiers, gendarmes et 250 bénévoles sont sur le terrain. Tout le bas de Conques a été inondé, les voies d'accès au village sont coupées. Il y a eu comme une explosion, une vague de 2,5 mètres qui a déferlé. Il n'y a plus d'école maternelle, de gymnase. On vient de retrouver un véhicule dans les arbres. La route départementale qui relie Conques-sur-Orbiel à Carcassonne est coupée. Le pont n'a pas résisté. Des chemins communaux et des vignes ont été rayés de la carte. Plus de dix ans de travail pour l'embellissement du village ont été anéantis. Nous avons restauré l'école, le restaurant scolaire, la médiathèque. Les avenues qui avaient aussi été refaites sont parties en éclats. Il y en a pour des millions de dégâts. C'est la désolation. Quant au retable, en restauration hors du village, je l'ai vu il y a un mois, la première partie est terminée. C'est magnifique. On se réjouissait de sa restauration. Mais aujourd'hui, il y a d'autres priorités. Nous avons soixante personnes à reloger. Le groupe scolaire doit être remis en état pour que dans 15 jours, à la fin des vacances, les trois cents enfants de l'école maternelle et primaire puissent reprendre leur scolarité. Aujourd'hui il n'y a plus ni tables, ni cahiers... Toute aide est la bienvenue. Des personnes proposent de nous apporter du matériel. On prend leur numéro car pour le moment on ne peut rien stocker ».

La commune de Bagnols-sur-Cèze a décidé de venir en aide à cette commune afin de participer à l'équipement en matériel scolaire (dictionnaires, livres, cahiers...) des écoles. L'éducation reste et doit rester une priorité.

Le devis correspondant à l'achat de ce matériel fourni par la commune est de 2 500 € TTC. C'est le montant que la commune de Bagnols-sur-Cèze propose de verser à la commune de Conques-sur-Orbiel.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Je ne vais pas vous lire le texte, je vais juste vous dire le plus important. Quand ces événements sont arrivés, dans l'Aude, nous avons été beaucoup sollicités par les associations de maires pour faire un don. Il s'avère que le

maire de Codolet, Sébastien Bayard que beaucoup connaissent, connaît cette commune et on s'est mis d'accord que plutôt que de faire un don anonyme, il valait mieux regarder ce dont ils avaient besoin. Sébastien Bayart, camping-cariste de renom est parti avec son épouse à Conques et à l'arrivée il s'est avéré que l'école était dévastée. Nous avons pris contact avec le maire de Conques qui nous a dit « il faut que je rachète tout le mobilier de mon école ». Dans un 1^{er} temps, nous lui avons proposé de nous envoyer les factures mais les services administratifs ont dit « attendez, c'est un peu compliqué pour payer les factures d'une autre école, d'une autre commune ». Nous avons donc décidé de leur attribuer une subvention mais que cette subvention soit rattachée à des factures. Le maire de Conques que je ne connaissais pas est quelqu'un d'hyper sympa et je pense qu'il apprécie que l'on fasse ce geste pour sa commune.

Catherine EYSSERIC : Moi je voulais juste rappeler que ces inondations ont été quand même très dramatiques. Le département de l'Aude est dans une difficulté très importante pour reconstituer toutes les infrastructures routières, des communes où des équipements qui ont été fortement endommagés. Il y a vraiment eu une mobilisation conjointe de l'État, de la Région pour venir en aide de façon très urgente à ces communes et à ce département qui est vraiment sinistré. Maintenant nous sommes dans un processus où la région Occitanie également est en train de modifier ces dispositifs pour aller plus loin que ce qui était prévu parce qu'il y a vraiment des raisons d'aider le département. Il est vrai qu'il y a des compétences qui normalement sont départementales notamment les routes, les infrastructures et où on a besoin de faire un effort supplémentaire donc je crois que les élus de l'Aude ont remercié l'État et j'espère que la Région aussi y a apporté toute sa contribution. Je trouve que cette expression de solidarité pour un territoire qui a été meurtri un peu de la même façon que nous l'avons été à l'époque nous-mêmes dans le Gard, je trouve que c'est un beau symbole, je vous en remercie.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **15**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Adhésion de la commune de Moussac au Syndicat Intercommunal d'Information Géographique (SIIG) et modification des statuts.**

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération du 24 octobre 2018, le Comité syndical du SIIG a approuvé l'adhésion de la commune de Moussac et la modification de l'article 1 (constitution) et de l'article 5 (représentation) des statuts du SIIG.

Il convient donc de délibérer d'une part sur l'adhésion de la commune de Moussac au SIIG et d'autre part sur la modification des statuts du SIIG.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **16**

Rapporteur : **F. PENCHENIER**

Objet : **Association « Côtes du Rhône Rive Droite » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Côtes du Rhône Rive Droite » a organisé le 24 novembre 2018 la 25^{ème} balade des primeurs 2018 et sollicite de ce fait une participation financière de la commune.

Il est proposé de verser à l'association « Côtes du Rhône Rive Droite » une subvention de 1 500 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **17**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 35/2018 au n° 36/2018.**

N° 35/2018 : Marché de travaux concernant les travaux pour la reconstruction de l'EHPAD du Bosquet sur la commune de Bagnols-sur-Cèze.

N° 36/2018 : Acceptation d'un don fait par l'association « Musique Passion ».

Jean-Yves CHAPELET : Avant de mettre fin à ce Conseil Municipal je voulais vous faire part de deux choses.

La famille communale est endeuillée par le décès de Malika Claude qui nous a quittés avant-hier dans la nuit, je pense que tout le monde connaissait Malika qui travaillait au CCAS, il y aura une cérémonie au cimetière lundi à 15h.

Deuxième chose, je vous encourage tous à venir à 18h à la patinoire, on lance les festivités de Noël. Je précise parce qu'il faut toujours faire une conclusion qui revient à l'introduction. Toutes les festivités de Noël à Bagnols-sur-Cèze sont sécurisées par des agents municipaux, des policiers nationaux et par des agents de sécurité assermentés.

Je vous souhaite à tous de passer de joyeuses fêtes et d'en profiter avec vos familles.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **11 h 15.**

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET